

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



54613



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/WP.1/21

OAU/TRAD/20

5 août 1969

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Quatrième Réunion conjointe du Groupe de travail  
de la CEA sur le commerce intra-africain  
et du Comité d'experts de l'OUA sur le commerce  
et le développement,  
Genève, 18-23 août 1969

MESURES SPECIALES A PRENDRE EN FAVEUR DES MOINS AVANCES  
DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

1. Les problèmes complexes que connaissent les pays africains peuvent être envisagés sous bien des angles. On peut se poser à leur propos des questions différentes et adopter pour les résoudre des méthodes diverses. La présente note, qui constitue une première réaction de caractère général à une recommandation faite lors de la troisième Réunion mixte du Groupe de travail du commerce intra-africain de la CEA et du Comité d'experts de l'OUA pour le commerce et le développement <sup>1/</sup>, porte essentiellement sur un aspect particulier qui, au cours des discussions sur le développement, n'a pas encore retenu suffisamment l'attention, à savoir l'inégalité économique entre pays en voie de développement.
2. Jusqu'à présent, on a surtout considéré, d'un point de vue très large et assez simpliste, que le monde actuel était composé, au sommet, d'un petit nombre de pays très avancés économiquement et, à la base, d'une majorité écrasante de peuples vivant plus ou moins aux confins de la pauvreté.
3. Cependant, depuis quelques années, on reconnaît de plus en plus que le groupe majoritaire se divise lui-même en deux parties : les pays qui connaissent, ou ont déjà connu, un développement suffisamment rapide (bien qu'inégal et instable dans le temps) et qui forment, pour ainsi dire, une "classe moyenne"; les pays dont les perspectives de transformation et de développement économiques sont, en raison de circonstances particulières, beaucoup moins encourageantes.
4. Le tableau 1 ne présente que l'image finale d'un long processus historique et, bien entendu, ne peut rendre compte de la grande diversité de l'évolution économique récente dans les pays et régions en voie de développement. Au cours des sept premières années de la première Décennie des Nations Unies pour le développement par exemple, la croissance économique relative de l'Afrique qui compte le plus grand nombre des pays les moins avancés, est restée bien loin derrière celle des autres régions en voie de développement. En revanche, les pays de la "classe moyenne" ont, dans l'ensemble, atteint des taux de croissance plus élevés. Il en résulte qu'une nouvelle polarisation de croissance se manifeste parmi les pays en voie de développement, en faveur de ceux d'entre eux qui sont les plus avancés.
5. Jusqu'ici, on n'a trouvé aucune définition acceptable des critères qui pourraient servir à identifier ou à classer les pays qu'on peut considérer comme les moins développés. Des disparités dans le développement économique et social sont, néanmoins, aisément reconnaissables dans chacune des régions en voie de développement.

---

<sup>1/</sup> E/CN.14/499 - D'autres rapports à établir dans le cadre du programme spécial des Nations Unies recommandé par les pays africains dans la résolution 210 (IX) de la CEA, traiteront de questions et de problèmes particuliers.

Tableau 1 : 89 pays en voie de développement : PIB par habitant  
 (en 1965 ou ultérieurement)  
 - Au coût des facteurs, en dollars EU, aux taux de change officiels -

PIB par habitant en \$ EU	Régions et nombre de pays	Amérique latine et Caraïbes	Asie et Moyen- Orient	Afrique	Autres	Total
500 et plus		5	2	1	1	9
De 200 à 499		17	7	6	2	32
De 100 à 199		1	7	9	-	17
Moins de 100		1	8	22	-	31

Source : UNCTAD/TD/17/Supp.1

Tableau 2 : Croissance des régions en voie de développement  
 (Taux annuels de croissance moyens, en pourcentage)

	1960 - 1967	1967 - 1968
Amérique latine	4,8	5,4
Asie en voie de développement	4,8	5,7
Afrique en voie de développement	3,6	4,2

Source : Etude économique mondiale, 1968 (E/4688).

6. On sait qu'il est difficile d'identifier les pays qui sont les moins avancés <sup>1/</sup>. On a reconnu que toute classification abstraite de ces pays - en particulier le choix des indicateurs pour mesurer les divers aspects du développement ainsi que le groupement et la pondération de ces indicateurs - représente une tâche extrêmement complexe à cause des problèmes économiques et techniques et, tout autant, des considérations de politique générale qu'elle implique.

<sup>1/</sup> Pour un examen complet de ce problème voir "Problème consistant à déterminer quels sont les moins avancés des pays en voie de développement", TD/17/Supp.1.

7. Quelle que soit la manière dont on définisse les pays les moins développés - pays passant d'une économie essentiellement de subsistance à une économie monétaire, ou pays ayant un faible revenu par habitant et un faible niveau d'industrialisation, ou bien pays pauvres d'infrastructure économique retardataire, ou enfin pays présentant plusieurs de ces caractéristiques et d'autres encore - l'important c'est que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine comptent de tels pays. Les divergences de vues quant à la manière correcte de les identifier ne peuvent masquer cette vérité.

8. Au lieu d'essayer d'établir une liste à fins multiples des pays les moins avancés, en se fondant sur des critères de développement objectifs, on pourrait concevoir des classifications spécialement conçues pour répondre aux exigences de certaines mesures de politique générale <sup>1/</sup>. En d'autres termes, on propose que la communauté internationale élabore des mesures efficaces et en envisage l'application dans les domaines reconnus comme étant ceux où les pays défavorisés ressentent les besoins les plus pressants.

9. La deuxième Décennie du développement fournit une occasion à la communauté internationale d'organiser un programme d'action visant à amener la transformation économique et sociale nécessaire qui permettra à ces pays d'augmenter leur rythme de croissance.

10. Cette obligation de se préoccuper tout particulièrement dans les programmes des Nations Unies, des besoins spéciaux des pays les moins avancés, est de plus en plus acceptée en principe, comme il ressort du compte rendu sommaire qui constitue l'annexe de la présente note. Du fait que ces pays progressent, en général, moins rapidement que les autres pays en voie de développement, ils gagneront naturellement davantage à une formulation plus précise de l'orientation et de la portée des activités entreprises par les organismes des Nations Unies.

11. Quand on reconnaît que ces pays ont des besoins spéciaux, on admet implicitement le grand principe suivant : les droits et les obligations de tous les pays doivent être fonction de leur situation économique particulière. Cela signifie qu'il faut appliquer des mesures différentes aux pays dont les niveaux de développement sont différents, pour que le système international des relations économiques paraisse équitable et réponde aux exigences du développement. En l'absence de mesures spéciales, les pays qui en sont aux premiers stades du développement économique n'ont guère de chances de tirer profit des divers plans établis à l'échelle mondiale.

---

<sup>1/</sup> C'est ainsi que le Conseil du commerce et du développement, à la reprise de sa huitième session, a déclaré, dans le texte approuvé sur les mesures spéciales à prendre en faveur des pays les moins avancés des pays en voie de développement, que : "Toutes ces mesures devraient être prises en égard à la nécessité d'identifier les pays les moins avancés, à propos de chacune des mesures particulières en cause, en tenant pleinement compte des critères d'identification applicables dans le cas de la mesure en question" (TD/B/244).

12. Toutefois, la communauté internationale, en dépit d'un nombre croissant de recommandations bien intentionnées, n'a pas encore réussi à élaborer une politique de développement satisfaisante qui permettrait de mobiliser les ressources nationales et internationales en faveur de l'évolution économique des pays les moins avancés. On risque au contraire, et c'est là un sujet d'inquiétude grandissante, de voir la question noyée dans les considérations d'ordre général qui nécessairement orientent les programmes de travail de la plupart des organismes des Nations Unies. En toute probabilité, dans cette méthode d'approche globale, les problèmes particuliers des pays défavorisés ne recevront sans doute pas le traitement prioritaire que les pays en voie de développement désiraient leur voir accorder, quand ils ont proposé que leurs difficultés soient l'objet d'un intérêt spécial au cours de la deuxième CNUCED 1/. Etant donné l'action menée jusqu'à présent par les organisations internationales, il semblerait que les pays en voie de développement aient quelque motif d'inquiétude 2/

13. La stratégie d'ensemble à suivre au cours de la deuxième Décennie du développement à propos de ces besoins particuliers des pays les moins avancés, devrait donc surtout consister en des mesures spéciales et efficaces pour surmonter les goulets d'étranglement qui entravent la croissance dans les secteurs essentiels. Cette stratégie devrait notamment comprendre les éléments suivants :

- i) Etudes détaillées des divers secteurs essentiels du développement, afin de déterminer les goulets d'étranglement les plus importants;
- ii) Elaboration des mesures appropriées, sectorielles et multi-sectorielles, afin d'éliminer les goulets d'étranglement dans les domaines où les besoins prioritaires des pays les moins avancés pourraient être reconnus;

---

1/ A sa cinquième session, en septembre 1967, le Conseil du commerce et du développement a estimé que le problème était l'un des points centraux qui devrait retenir tout particulièrement l'attention de la Conférence.

2/ C'est ainsi que M. Raoul Prebisch, Secrétaire-général de la CNUCED, dans un discours prononcé devant le Groupe intergouvernemental de la CNUCED de la deuxième Décennie du développement, a déclaré : "Je voudrais souligner la nécessité impérieuse de prévoir des mesures spéciales pour les pays en voie de développement les moins avancés et pour les pays méditerranéens. Je le dis avec un certain remords, car le lourd programme de travail du secrétariat de la CNUCED ne nous a pas permis de pousser assez loin l'étude de ce problème ni la définition et le choix des mesures, d'ordre commercial et d'ordre financier, qui répondraient le mieux à la situation de ces pays, les plus vulnérables du tiers monde". (TD/B/AC.6/2).

- iii) Mobilisation d'une assistance financière internationale pour l'application de ces mesures, et mise au point de dispositions particulières visant à accroître dans les pays les moins avancés, la capacité d'absorber cette aide financière;
- iv) Elaboration de programmes et de projets d'assistance technique portant essentiellement sur des domaines qui intéressent spécialement les pays les moins avancés.

14. Dans le cadre de cette stratégie générale, la communauté internationale accepterait de s'engager fermement à appliquer un nombre limité de mesures qui garantiraient à tous les pays en voie de développement la possibilité d'atteindre certains critères minima de développement. Une étude attentive des besoins des pays les moins avancés, ou se trouvant au début de leur expansion, révélera probablement des moyens d'action comportant des mesures dans les domaines de la main-d'oeuvre, des transports, de la coopération commerciale et économique, des ressources naturelles, de la recherche et des innovations, de l'industrie et de l'agriculture <sup>1/</sup>.

15. Une politique efficace nécessite donc, en plus de mesures générales, une série de mesures spéciales à prendre au cours de la deuxième Décennie du développement en vue d'accroître le rythme de la croissance économique et, parallèlement, de favoriser le progrès social dans les pays les moins avancés. Il s'agirait de mesures institutionnelles, techniques, sociales et économiques à appliquer à la fois aux niveaux national et international. Les pays africains ont, par conséquent, proposé que cette politique fasse partie d'un programme spécial à exécuter au cours de la deuxième Décennie du développement, afin que soient utilisées le plus efficacement possible, les ressources du système des Nations Unies.

16. Une telle étude intégrée exige, bien entendu, la coopération la plus complète entre toutes les organisations internationales concernées ainsi qu'un emploi harmonisé des possibilités offertes par les programmes d'aide bilatérale. Les commissions économiques régionales qui sont, dans les

---

<sup>1/</sup> L'évolution des économies africaines, ces dernières années, semble indiquer que l'application de la science et de la technique pour déterminer les ressources naturelles et humaines de base, constitue un facteur-clé. Le rythme et l'orientation du développement (dans les transports, le commerce, l'agriculture, l'industrie, etc.) et les avantages qui en découlent pour la population locale, dépendent de la mesure dans laquelle les ressources d'un pays sont exploitées, et de qui les exploite.

régions en voie de développement, les organismes internationaux chargés d'améliorer les conditions économiques et sociales des peuples qu'elles desservent, joueront un rôle vital dans l'exécution d'un programme spécial <sup>1/</sup>.

17. Si l'on élabore un programme spécial, l'effort tenté en vue du développement des pays les moins avancés sera plus qu'une simple déclaration d'intention, ce que sont restées les résolutions et les recommandations adoptées jusqu'ici. Les dispositions institutionnelles actuelles ne semblent pas satisfaisantes pour résoudre ces problèmes et devront être révisées et modifiées. On propose donc que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, après échange de vues avec les directeurs des institutions spécialisées et des agences d'exécution ainsi qu'avec les chefs des commissions économiques régionales, recrute un groupe d'experts chargé de faire une étude globale des problèmes spéciaux rencontrés par les pays les moins avancés des pays en voie de développement, et de suggérer les moyens d'élaborer un programme spécial visant à résoudre ces problèmes, au cours de la deuxième Décennie du développement.

18. On peut envisager ce programme spécial de bien des manières. Il pourrait consister en la création d'un groupe permanent intergouvernemental, en quelque sorte un organe pilote, chargé d'appliquer les mesures précises convenues en faveur des pays les moins avancés, dans le cadre de la stratégie suivie au cours de la deuxième Décennie. Ce pourrait être un petit groupe, de personnel restreint, car il aurait recours aux services de statistique, d'analyse et de publications de tous les organismes du système des Nations Unies.

---

<sup>1/</sup> Parallèlement aux discussions qui se déroulent au sujet des recommandations visant à instaurer un programme spécial, le Secrétaire exécutif s'efforce de créer, dans le secrétariat de la CEA, un petit service chargé d'harmoniser les activités menées par toutes les divisions du secrétariat dans le cadre de ce programme. Quel que soit le critère sur lequel on se fonde, l'Afrique comporte incontestablement une grande majorité des pays considérés comme les moins avancés; c'est pourquoi on se propose, en première étape, de s'attacher à la solution de problèmes n'intéressant que certains groupes, tels que les pays sans littoral, les pays en voie de développement du sud du continent et les pays de la Corne de l'Afrique (voir programme de travail proposé dans le document E/4651/Add.1).

ANNEXE

Résumé des discussions et des décisions concernant les mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement

1. Le quinzième principe général adopté par la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en 1964 stipule qu' "en adoptant des politiques et des mesures internationales en vue du développement économique des pays en voie de développement, il faut tenir compte des caractéristiques particulières et des divers stades de développement de ces pays (en accordant une attention spéciale aux moins développés d'entre eux) en tant que moyen efficace d'assurer une croissance soutenue comportant des possibilités équitables pour chaque pays en voie de développement"
2. La recommandation A.IV.1 de la première CNUCED, qui fixe des directives pour une coopération financière internationale déclare qu'il faut tenir compte particulièrement des différences importantes qui existent entre les divers pays en voie de développement et demande que l'on accroisse l'assistance technique fournie, en particulier pour les pays les moins développés.
3. La recommandation A.III.8 de la première CNUCED concernant les mesures et actions destinées à favoriser le commerce des articles manufacturés et des articles semi-finis entre les pays en voie de développement, signale la nécessité de tenir dûment compte des besoins des moins développés parmi les pays en voie de développement.
4. Le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, réuni en septembre 1966, a décidé d'inclure dans le projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième CNUCED la question des mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement. A sa cinquième session, tenue en septembre 1967, le Conseil du commerce et du développement a décidé de considérer ce point comme l'un des éléments essentiels de l'ordre du jour de la deuxième CNUCED.
5. La Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui s'est tenue à Alger en octobre 1967, a créé un Groupe de travail des Quinze provenant de tous les groupes régionaux du monde en voie de développement, afin d'examiner cette question et de formuler des recommandations. Le rapport du Groupe de travail a été ensuite approuvé par le Groupe des Soixante-Dix-Sept et a été inclus dans la Charte d'Alger.



6. La deuxième CNUCED a adopté la résolution 24(II) qui traite expressément des mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement pour l'expansion de leur commerce et l'amélioration des conditions de leur développement économique et social. Cependant, la Conférence n'est pas parvenue à adopter une position nette sur la priorité à accorder aux besoins des pays les moins développés en ce qui concerne les politiques internationales en matière de commerce ou de financement.
7. Bon nombre d'autres résolutions et décisions de la Conférence contiennent des dispositions sur les problèmes particuliers des moins avancés des pays en voie de développement. Par exemple :

Résolution 11(II) : Problèmes spéciaux des pays sans littoral

Recommande qu'en raison des problèmes spéciaux des pays en voie de développement sans littoral, l'absence de littoral soit considérée comme un facteur à retenir pour la détermination des critères devant servir à identifier les pays en voie de développement les moins avancés.

Résolution 21(II) : Admission préférentielle ou en franchise des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement dans les pays développés

Reconnaît que les objectifs du système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, en faveur des pays en voie de développement, y compris des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, doivent être :

- a) d'augmenter leurs recettes d'exportation;
- b) de favoriser leur industrialisation;
- c) d'accélérer le rythme de leur croissance économique

Résolution 23(II) : Déclaration concertée relative à l'expansion des échanges à la coopération économique et à l'intégration régionale entre pays en voie de développement

La Conférence reconnaît que l'expansion des échanges et la coopération économique entre pays en voie de développement soulèvent des problèmes spéciaux et se heurtent à des difficultés particulières dont il est nécessaire de tenir compte. Ces difficultés comprennent ... les différences quant au niveau de développement des pays intéressés et les problèmes que les engagements de libéralisation du commerce peuvent créer pour leurs balances des paiements, pour les recettes douanières et pour la production intérieure.

Les pays développés à économie de marché sont disposés à appuyer, lors de la répartition de leur aide financière et technique, les initiatives de coopération régionale prises par les pays en voie de développement ... En matière d'aide financière ... aide aux régions les moins avancées d'un groupe particulier de pays pour leur permettre de recevoir leur part des avantages dont il bénéficie.

Résolution 25(II) : Programme de libéralisation et d'expansion du commerce des articles manufacturés et des articles semi-finis (y compris les produits primaires transformés et semi-transformés présentant de l'intérêt pour les pays en voie de développement - pratiques commerciales restrictives)

Décide qu'il y a lieu de procéder à une étude de la question des pratiques commerciales restrictives adoptées par les entreprises privées des pays développés et, en particulier, des effets de ces pratiques sur les exportations des pays en voie de développement, particulièrement des pays les moins avancés.

Résolution 29(II) : Amélioration des conditions et modalités de l'aide Allègement des problèmes de l'endettement extérieur

Il conviendrait d'étudier plus avant les éléments déterminants de la capacité d'assurer le service de la dette, afin d'établir des critères généraux permettant de définir les conditions pour les pays ou groupes de pays. Les conditions à offrir devraient être fixées, si possible, cas par cas. Il faudrait à cet égard accorder une attention particulière aux besoins des pays les moins avancés.

Résolution 33(II) : Accroissement du courant des capitaux privés vers les pays en voie de développement

Prie en outre le Secrétaire général d'entreprendre une étude sur les incidences économiques des investissements étrangers comme il est indiqué dans l'annexe XIII du rapport intitulé "Mesures du courant des ressources vers les pays en voie de développement". Les études devront tenir compte :

- a) du niveau de développement économique atteint par les pays en voie de développement.

8. Dans les résolutions concernant les produits de base, aucune mention spéciale n'a été faite des problèmes particuliers des moins avancés des pays en voie de développement, et ces pays n'ont pas été considérés séparément en vue d'un traitement spécial dans la résolution relative au volume de l'aide à fixer comme objectif.

9. Au cours de la deuxième CNUCED, un groupe de pays en voie de développement a présenté des propositions sur les mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement pour la libération des échanges des produits de base et les accords de produits, mais ces propositions n'ont pas retenu suffisamment l'attention. Lors de sa troisième session, la Commission des produits de base de la CNUCED, à laquelle ces propositions avaient été soumises, n'en a pas discuté à fond. Au cours de sa huitième session, le Conseil du commerce et du développement n'en a pas discuté non plus en profondeur et a renvoyé l'examen des propositions à la quatrième session de la Commission des produits de base. Au cours de cette dernière, la Commission a adopté une résolution à ce sujet.

10. Une proposition sur les éléments de la politique à suivre à l'égard des produits de base, qui avait été soumise à la deuxième Conférence par les Etats membres de la Communauté économique européenne et amendée par ces Etats au cours de la troisième session de la Commission des produits de base, demande au secrétariat de la CNUCED "d'entreprendre immédiatement et en consultation avec les pays et les organisations internationales des études sur les mesures spécifiquement commerciales devant profiter aux moins avancés des pays en voie de développement" [afin de compléter les mesures dont il est question dans la résolution 16(II) de la Conférence et compte tenu de la résolution 24(II) de la Conférence]. Etant donné que lors de sa troisième session, la Commission des produits de base n'a pas traité à fond cette proposition, elle a été renvoyée pour examen à la huitième session du Conseil du commerce et du développement, qui l'a lui-même renvoyée à la Commission sans l'avoir étudiée. Dans le texte approuvé finalement lors de la quatrième session de la Commission, il n'est pas question des pays les moins développés.

11. Une proposition présentée par les pays en voie de développement à la Conférence et visant à la création au sein de la CNUCED d'un Groupe intergouvernemental chargé d'examiner les problèmes des barrières non tarifaires, n'a pas été non plus étudiée suffisamment lors de la Conférence. L'une des tâches principales de ce Groupe serait "d'étudier et de recommander des mesures spéciales en vue de l'élimination, à brève échéance, des barrières non tarifaires appliquées aux produits des moins avancés des pays en voie de développement". A sa troisième session, la Commission des produits manufacturés n'est pas parvenue à un accord sur la création de ce groupe, mais elle a notamment demandé au secrétariat de la CNUCED "d'étudier et de formuler des propositions sur la manière dont le Comité, dans ses travaux, pourrait tenir compte de la résolution 24(II) prise par la CNUCED II sur les mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement".

12. Une proposition a été soumise par les pays en voie de développement à la Conférence en vue d'une extension des opérations de la BIRD et de ses filiales, indiquant notamment que "lorsqu'elle distribue des fonds, l'AID devrait accorder une attention particulière aux pays en voie de développement qui n'ont pas encore reçu une aide financière et technique suffisante et aux moins avancés des pays en voie de développement". Cette proposition n'a pas fait l'objet d'un examen suffisamment attentif par la Conférence. A sa troisième session, la Commission des invisibles et du financement lié au commerce n'a pas étudié cette proposition et en a reporté l'examen à sa quatrième session qui doit se tenir en mars 1970.
13. Un projet de résolution présenté à la Conférence par les pays en voie de développement au sujet des mesures spéciales en faveur des moins avancés des pays en voie de développement sur le financement du développement et l'assistance technique en vue d'accroître le courant des capitaux internationaux publics et privés, n'a pas fait non plus l'objet de discussions par la Conférence ni lors de la troisième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce. L'examen de ce projet a été reporté à mars 1970.
14. Un projet de résolution présenté à la Conférence par les pays en voie de développement sur les mesures spéciales à prendre pour l'amélioration des conditions et modalités de l'aide en faveur des moins avancés des pays en voie de développement n'a pas été étudié à fond ni par la Conférence ni lors de la troisième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, et son examen a été renvoyé à mars 1970.
15. A la reprise de sa huitième session, le Conseil du commerce et du développement, invité à approuver la contribution de la CNUCED à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, s'est mis d'accord sur un texte touchant les mesures spéciales à prendre en faveur des moins avancés des pays en voie de développement. Ce texte fait ressortir les mesures à prendre dans le cadre de la deuxième Décennie du développement dans les domaines ci-après : produits de base, articles manufacturés et semi-manufacturés; financement du développement et assistance technique; développement des échanges.
16. A la reprise de sa huitième session, le Conseil du commerce et du développement a estimé en outre qu'il convenait d'accorder l'attention voulue à tous les problèmes particuliers qui se posent aux pays en voie de développement sans littoral.
17. A sa deuxième session, tenue en avril 1969, le Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement a déclaré, dans une note figurant au bas d'une liste des secteurs clefs qui se prêtent à une coopération internationale en faveur du développement pendant la prochaine Décennie, que "chaque fois que la chose sera possible, on prévoira des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins développés, notamment les pays sans littoral, lorsqu'on examinera les principes directeurs à adopter dans les différents secteurs clefs énumérés ci-dessus".